



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 mars 2006
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2006

5-9 juin 2006

Point 11 de l'ordre du jour provisoire*

Descriptif de programme de pays de courte durée

Guinée équatoriale

Résumé

Le présent descriptif de programme de courte durée de la Guinée équatoriale est présenté au Conseil d'administration pour examen et approbation. Le Conseil d'administration est invité à approuver le budget indicatif global de 736 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, ainsi qu'un prélèvement de 390 000 dollars sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales pour l'année 2007.

* E/ICEF/2006/10.



La situation des enfants et des femmes

1. La Guinée équatoriale est un petit pays qui compte un peu plus d'un million d'habitants, dont 400 000 sont des enfants. La croissance économique de plus de 10 % de cette dernière décennie stimulée par le secteur du pétrole et du gaz s'est ralentie pour atteindre le niveau plus modeste de 6 % en 2005. D'après les estimations pour 2003, 82 % des recettes de l'État viennent du secteur pétrolier. Les budgets alloués aux services de base sont insuffisants et ne créent pas de conditions favorables à un développement équitable. On a de moins en moins confiance dans la bonne utilisation des recettes pétrolières.

2. Les indicateurs sociaux se sont légèrement améliorés sans pour autant être à la hauteur de la récente croissance économique du pays. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a reculé, passant de 206 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 153 en 2002 et le taux de mortalité infantile est passé d'environ 120 pour 1 000 naissances vivantes en 1980 à 101 en 2001. En dépit de maigres moyens institutionnels et organisationnels, la couverture vaccinale systématique a augmenté pour passer de 27 % en 2002 à 60 % en 2004, mais elle demeure insuffisante. Le taux de prévalence du VIH/sida est de 7,2 % et l'Organisation mondiale de la santé estime qu'au taux actuel de propagation de la maladie, 10 % de la population sera infectée d'ici à la fin de la présente décennie.

Le programme de pays pour 2007

Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programme</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Formulation des politiques, plaidoyer et partenariats	350	133	483
Survie et développement de l'enfant	200	257	457
Coûts intersectoriels	186	–	186
Total	736	390	1 126

3. La formulation du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) a pris du retard et le présent programme de courte durée a été établi pour qu'on ait le temps d'y mettre la dernière main.

4. Le programme précédent pour 2002-2006 était axé sur deux domaines principaux : défense de l'application des droits des enfants et des femmes; et survie et développement de l'enfant. L'examen à mi-parcours, effectué en 2004, a montré que l'exécution du programme s'était heurtée à plusieurs obstacles : faible contrôle étatique, insuffisances de la société civile et carences des systèmes sanitaire et éducatif. L'examen à mi-parcours a recommandé de mettre l'accent sur les questions relatives à la protection de l'enfance.

5. Le but général du programme de courte durée est d'aider le pays à progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'agit de continuer d'améliorer les conditions de l'exercice des droits de l'enfant et de la

famille tout en créant un environnement favorable aux enfants. On maintiendra la composante survie et développement de l'enfant du programme précédent, tout en y ajoutant une nouvelle composante : « formulation des politiques, plaidoyer et partenariats », qui portera aussi sur la protection de l'enfance.

Composantes du programme

6. Le programme **formulation des politiques, plaidoyer et partenariats** a pour objet de veiller à ce que les politiques et programmes nationaux accordent la priorité à la protection et à la réalisation des droits de l'enfant et de la famille. Il comporte trois projets :

a) Le projet de suivi et d'évaluation des activités de plaidoyer et des politiques sociales contribuera au renforcement des moyens institutionnels des principaux partenaires pour veiller au respect des droits de l'enfant et pour en rendre compte. Des systèmes de suivi et d'évaluation seront établis grâce à des activités intégrées de surveillance, d'évaluation et de recherche pour l'ensemble du programme de pays. *DevInfo* sera utilisé pour renforcer les systèmes de collecte de données du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;

b) Le projet « communication, partenariat et mobilisation des ressources » permettra de resserrer les alliances stratégiques avec le secteur privé et avec d'autres partenaires potentiels. Des stratégies de communication seront formulées pour faciliter les changements de comportement dans les districts ciblés par les projets pour la survie de l'enfant et le développement des collectivités;

c) Le projet « protection de l'enfance et lutte contre le sida » permettra d'améliorer les moyens dont disposent les familles, collectivités et institutions pour repérer les situations d'exploitation, de traite, de délaissement et de maltraitance des enfants, y compris de violence familiale, et d'y remédier rapidement. L'UNICEF aide le Gouvernement à revoir sa législation, en accordant une attention particulière à la justice pour mineurs. Dans le domaine du VIH/sida et des enfants, le projet traitera également de deux des quatre aspects de la campagne « Unis pour les enfants, unis contre le sida » protection et soins donnés aux enfants rendus orphelins par le sida et prévention du VIH/sida chez les jeunes et les adolescents.

7. **Survie et développement de l'enfant**, ce programme vise à renforcer les capacités en vue de la réalisation des droits de l'enfant aux niveaux des familles, des prestataires de services et des responsables politiques par le biais de deux projets. Le projet pour la survie de l'enfant visera à réduire les taux de mortalité infantile et postinfantile imputables à des maladies évitables par la vaccination, au paludisme, aux maladies diarrhéiques et à la malnutrition dans l'ensemble du pays et à faire reculer la mortalité maternelle dans certains districts. Ce projet vise à atteindre une couverture vaccinale de 90 % pour les enfants âgés de moins de 5 ans. Dans le domaine du VIH/sida et des enfants, le projet s'attaquera aussi aux deux autres aspects de la campagne « Unis pour les enfants, unis contre le sida », à savoir prévention de la transmission de la mère à l'enfant du VIH et soins pédiatriques. Le projet éducation et développement communautaire cherchera à réduire les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et de réduire les incidences des maladies diarrhéiques chez les enfants âgés de moins de 5 ans, en facilitant l'accès et l'utilisation de l'eau potable, en installant des latrines dans les écoles et en dispensant un enseignement de l'hygiène. Dans le cas des urgences déclarées, le programme veillera à ce que chaque enfant ait accès à des soins salvateurs.

L'UNICEF aidera le Gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des stratégies de communication à grande échelle concernant la grippe aviaire en faisant fond sur l'expérience acquise localement ainsi qu'à renforcer les capacités de veiller à la santé et au bien-être de la population, en particulier des enfants, en adoptant des comportements et des pratiques hygiéniques et nutritionnels de protection pour enrayer la propagation éventuelle de la maladie.

8. Les partenariats avec le secteur privé, en particulier le secteur pétrolier, seront examinés. Conjugués aux ressources de l'État, ces partenariats permettront en dernière analyse de créer un environnement durable pour le programme en faveur de l'enfance.

9. Le bureau unique pour la zone, installé à Libreville (Gabon), continuera d'administrer ces services, ce qui donnera aux membres du personnel davantage de possibilités d'échanger leur expérience et de renforcer les capacités de leurs homologues.
